

Contre la « réforme territoriale », **combattre la règle du jeu financière**

Oui, la réforme territoriale institutionnalise une politique d'étranglement de nos collectivités locales. Elle les ruine en ne leur donnant pas les moyens de leurs compétences.

Le piège serait de l'accepter comme inéluctable ou de ne pas voir qu'elle n'est qu'un élément supplémentaire de la destruction organisée de l'idéal républicain par des milieux financiers prédateurs, servis par une bien trop grande partie de notre classe politique, de droite comme de gauche.

Avez-vous observé les politiques d'austérité imposées aux peuples grecs, espagnols ou irlandais ? Ne voyez-vous pas le lien avec la « réforme » des retraites, avec la disparition de bureaux de poste, de tribunaux, de casernes ou de services hospitaliers près de chez vous ? Ne voyez-vous pas le rapport avec cette réforme qui rabote un peu plus encore les pouvoirs politiques et financiers des collectivités territoriales ?

Cette réforme, c'est l'acceptation des règles d'un système qui détruit notre modèle social, nos emplois qualifiés et nos perspectives d'avenir.

Nous n'avons plus de temps pour les discours. L'élection présidentielle nous donne l'occasion de montrer à nos concitoyens qu'un autre horizon est possible :

1. Tout d'abord, une commission d'enquête parlementaire avec pouvoir d'instruction doit faire toute la lumière sur les agissements nous ayant conduits à la crise. Elle doit pouvoir réquisitionner les documents et les comptes des banques, pas se limiter à une rencontre « entre gens du même monde ». Ses travaux doivent être publics pour mobiliser le soutien populaire nécessaire aux changements profonds qui en découleront.

2. La France doit se battre pour que soit convoquée une conférence internationale dans la veine de celle organisée à Bretton Woods en 1944, qui empêcha les spéculations privées sur les monnaies en établissant des taux de change fixes et ajustables entre Etats. Ce système rendit possible le développement économique et social des trente glorieuses. La prochaine présidence française du G20 serait l'occasion d'y revenir, mais le Président Sarkozy est prisonnier des financiers qui l'ont fait élire. La présidence de fait de notre pays est exercée par Michel Pébereau et ses amis. Ce sont ces marchands

du temple qu'il faut chasser, en revenant aux principes du programme du Conseil national de la Résistance.

3. L'ensemble de ce système qui croule sous des dettes spéculatives inutiles et impayables doit être mis en règlement judiciaire, comme on le ferait pour n'importe quelle entreprise dans la même situation. Sinon, ce sera l'hyperinflation.

4. Nous devons protéger l'argent des citoyens et assurer que le crédit irrigue l'économie physique et non les coups de poker-menteur des marchés de la City de Londres et de Wall Street, en séparant les activités de banques de dépôts et de banques d'affaires. Cette séparation fut instaurée par la loi Glass-Steagall aux Etats-Unis sous la présidence de Roosevelt, et elle a existé chez nous de 1945 à 1984.

5. L'Etat doit retrouver la capacité d'émettre du crédit productif public pour financer le progrès scientifique, technologique et économique, condition de toute politique de cohésion sociale et de perspectives engageantes pour nos jeunes générations, aujourd'hui sans identité ni vision. La France doit défendre de grands projets de développement de l'Atlantique à la mer de Chine, pour intégrer l'Eurasie dans une perspective de développement mutuel.

C'est ainsi, en retrouvant les moyens de penser grand et loin et en faisant sauter le verrou de l'austérité financière, que nous pourrions recréer les conditions du développement de nos départements et de nos communes. Car tout se tient dans le monde d'aujourd'hui. Jacques Cheminade défend cette ambition, en combattant la loi des banques affairistes, de la City et de Wall Street, pour que l'école, l'hôpital, le laboratoire et le logement social ne soient plus sacrifiés à l'argent Roi.

Jacques
Cheminade2012
LE SURSAUT

www.cheminade2012.fr